

SYSTEME PARTISAN, CLIVAGES POLITIQUES ET CLASSES SOCIALES EN TURQUIE (1960-1981)

QUESTIONS DE METHODE ET ESQUISSE D'ANALYSE

Semih VANER

Rares sinon quasiment inexistantes sont les études approfondies de politique comparative qui incluent la Turquie dans l'aire géographique de l'Europe du Sud*. Avant d'aborder l'analyse du système partisan turc, on est, par conséquent, inévitablement amené à s'interroger sur la place véritable de la Turquie et on sent la nécessité de justifier, tout au moins partiellement, l'idée que ce pays pourrait être étudié dans le cadre géographique de l'Europe du Sud¹.

En fait, essentiellement dans la littérature scientifique américaine, divers aspects de la vie sociale et politique de la Turquie ont été souvent étudiés dans le cadre du "Moyen-Orient". N'en déplaise aux kémalistes orthodoxes, l'appartenance de la Turquie, sur le plan culturel, au Moyen-Orient, est aussi indéniable, même si une politique étrangère résolument atlantiste a éloigné

* Cet article est la version remaniée d'un rapport présenté à l'atelier sur "Culture politique et systèmes partisans en Europe du Sud" du Consortium européen pour la recherche politique, Aarhus (Danemark), 29 mars - 3 avril 1982. Nous tenons à remercier Elizabeth Picard, Taner Timur et Denis Martin pour leurs commentaires critiques sur le texte initial de cet article, dont nous assumons seul évidemment l'entière responsabilité.

¹ Pour une discussion sur l'appartenance géographique de la Turquie, voir le rapport présenté par Şirin Tekeli, à l'atelier sur "Processus électoraux et clivages politiques en Europe du Sud" de l'ECPR : "Les élections en Turquie de 1946 à 1977 : introduction à l'étude de la formation d'un système électoral compétitif", Bruxelles, 17-21 avril 1979, multigr. p.1-11.

ce pays de la plupart de ses voisins arabes, surtout dans les années 1950. Comme dans la quasi-totalité des pays de la région, l'Islam a marqué très profondément son histoire, ses structures sociales, ses traditions politiques. Ceci est surtout vrai pour le peuple et les notables locaux qui conservent la culture islamique et rurale contrairement aux élites bureaucratiques et intellectuelles qui ont adopté la culture occidentale et urbaine. En revanche, sur le plan du développement économique, en dépit des caractéristiques communes de dépendance et de sous-équipement qui sont celles de tous les pays du Tiers-Monde dont la Turquie pourrait être considérée à maints égards comme partie intégrante, ce dernier pays se trouve à un stade d'industrialisation plus avancé que ses voisins du Moyen-Orient. En effet, mis à part le cas particulier d'Israël, elle est à bien des points de vue, le pays le plus développé de la région. Avec 25 % de la population et 16 % du P.N.G. du Moyen-Orient, elle possède la moitié de l'acier et du ciment, édite 40 % des livres². Mais, c'est essentiellement et c'est ce qui nous intéresse le plus ici, sur le plan politique qu'elle se distingue le plus d'eux. Elle est avec Israël et malgré les intermèdes militaires, le seul pays de la région qui a pu maintenir depuis la fin de la seconde guerre mondiale un régime pluraliste – certes restreint – de type occidental. Il y existait surtout – avant leur dissolution en 1981 – plusieurs partis politiques légaux aux idéologies différenciées, l'information y est pluraliste.

Par cet aspect et par bien d'autres, la Turquie se rapproche de l'Europe du Sud. Hormis la présence de ce pays dans les organisations inter-étatiques auxquelles appartiennent également la plupart des pays méridionaux européens (telles que l'OTAN, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, etc.) qui ne peut fournir un critère hautement significatif pour une analyse politique comparative, on peut déceler, avec Guy Hermet, tout en soulignant l'hétérogénéité de cette région³, certains traits communs de leurs systèmes politiques : la proximité plus ou moins grande de périodes autoritaires ; leur double situation sur l'axe Nord-Sud du système international ; "démocraties

² Les chiffres sont de Jean-Pierre Derriennic, *Le Moyen-Orient au XXe siècle*, Paris, A. Colin, 1980, p. 8.

³ Guy Hermet, "L'exotisme superflu : réflexion sur les systèmes politiques de l'Europe du Sud", *Politique étrangère*, 1979/1, pp. 127-140. Les observations de G. Hermet sur l'alternance des partis au pouvoir "qui ne se réalise pas dans les pays de l'Europe du Sud", contrairement à l'Europe du Nord, sont cependant à revoir, depuis les changements survenus, à ce niveau, au cours des trois dernières années, en France, en Grèce et en Espagne. Par contre, l'auteur souligne "l'exemple turc" qui est en définitive le seul, dans la zone concernée, "à participer des mécanismes observables dans l'Europe du Nord". A notre avis, l'exemplarité du cas turc nécessite d'être nuancée dans la mesure où l'alternance en Turquie se réalisait entre le Parti de la justice et le Parti républicain du peuple dont les idéologies et les programmes étaient loin d'être aussi éloignés les uns des autres que dans les cas des partis du sud européen qui luttent pour le pouvoir.

octroyées par la dictature, sans rupture institutionnelle et sans épuration ni renouvellement sensible du personnel politique"⁴ (dans le cas de l'Espagne et de la Turquie) ; situation de semi-périphérie par rapport aux nations plus septentrionales du continent européen ; une culture politique longtemps marquée par le clientélisme.

L'EVOLUTION DES PARTIS POLITIQUES TURCS : LES LIMITES DE L'APPROCHE "DEVELOPEMENTALISTE"

Comme on le sait, il y a quatre façons d'aborder l'origine des partis politiques : institutionnaliste, historico-conflictuelle, développementaliste et fonctionnaliste. Pour d'aucuns, tenants de l'une de ces approches, celles-ci s'affirment mutuellement exclusives. Pour d'autres, au contraire, la synthèse de deux ou plusieurs approches se révèle chose faisable et même souhaitable, sans que cela ne nuise à la rigueur théorique de l'ensemble.

L'approche dite du développement politique explique l'émergence des partis par le concept de modernisation. A la base de cette thèse, se trouve l'idée d'une corrélation entre niveau de développement socio-économique et démocratie. Directement dérivées des théories économiques du développement, les théories du "développement politique" postulent que les sociétés du Tiers-Monde doivent s'acheminer vers une sorte d'état d'achèvement, suivant un processus linéaire conduisant d'un système politique traditionnel à un système politique moderne.

On sait que la théorie du développement politique, surtout dans sa forme initiale qui procédait à l'élaboration des thèses explicatives à prétention universelle, a subi le contrecoup des critiques importantes qui lui ont été progressivement adressées. B. Badie, dans son ouvrage sur "Le développement politique"⁵ met en évidence l'influence des visions organicistes et évolutionnistes sur la théorie développementaliste et le postulat sur lequel elle s'appuie : le changement représenté comme un processus isomorphe et cumulatif, comme une croissance finalisée vers la démocratie représentative. Cette approche verse souvent en effet dans l'ethnocentrisme (la "célébration nationale" selon le mot de C.W. Mills) et une vision monolinéaire de l'histoire⁶.

L'approche développementaliste que beaucoup de politologues turcs et nord-américains ont adoptée pour expliquer l'évolution du système politique turc souvent sans s'interroger suffisamment sur les spécificités de la société

⁴ *Ibid.*, p. 129.

⁵ Paris, *Economica*, 1980.

⁶ Cf. Roger-Gérard Schwartzberg, *Sociologie politique*, Paris, Ed. Montchrestien 1975, p. 182.

turque qui la distinguent des sociétés occidentales⁷, n'est pourtant pas dépourvue de tout intérêt, du moins dans sa version plus récente qui s'attache à retrouver, dans l'histoire, l'explication du développement politique suivi par chaque société.

D. Rustow qui voit en la Turquie un "banc d'essai pour la démocratie dans les pays en voie de développement", distingue dans l'histoire des partis politiques turcs, depuis le dernier quart du XIXe siècle, des périodes alternantes d'expansion et de contraction qu'il appelle "diastole" et "systole"⁸. Durant la première phase de chaque cycle, il y a une grande liberté d'organisation en comparaison avec la période précédente. Ainsi le développement relativement libre de l'opinion publique et l'organisation politique naissante de 1865 à 1878 qui pourrait être considérée comme la phase d'expansion du premier cycle, est suivie par l'autocratie d'Abdulhamid (1878-1908)⁹. La révolution Jeune-turque de 1908 inaugure une phase de prolifération de partis, suivie par la dictature de l'Union et Progrès entre 1913-18. Il s'ensuit une période de relative liberté d'expression alternant avec le pouvoir dictatorial du parti unique (1923-1945). On pourrait distinguer les mêmes cycles pour les périodes ultérieures d'après-guerre et la première phase du pouvoir du Parti démocrate (*Demokrat Parti*) avec le retour aux méthodes autoritaires vers la fin des années 50. L'intermède du régime militaire en 1960-61 ouvre la voie à une période d'activités plus libres et plus intenses des partis politiques. Rustow relève que chaque "diastole" correspond à une phase de plus grande expansion par rapport aux précédentes. Selon l'auteur, la première période (1865-1908) est celle de l'organisation de la conspiration (*conspirational organization*). Dans les deux périodes suivantes (1908-1945) les partis deviennent les instruments pour l'organisation de l'élite dirigeante. Enfin, dans les deux dernières (depuis 1945), les partis servent la mobilisation politique des masses¹⁰. Ce schéma qui donne une description assez juste et commode de l'évolution des partis politiques est néanmoins muet en ce qui concerne les raisons profondes qui sont à l'origine des transformations et des crises qui, à leur tour, affectèrent le système politique et les relations que les partis

⁷ Pour une approche développementaliste très classique en ce qui concerne les partis politiques turcs voir entre autres : Ersin Onulduran, *Political development and political parties in Turkey*, Ankara, SBF yay. ,1974 et Suna Kili, *Cumhuriyet Halk Partisinde gelişmeler*, Istanbul, Bogaziçi Universitesi Yayinlari 1976.

⁸ D. Rustow, "The Development of Parties in Turkey", in J. La Palombara, M. Weiner (eds), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 112.

⁹ Le sultan Abdülhamid II régna de 1876 à 1909.

¹⁰ Rustow in La Palombara, Weiner (eds), *op. cit.*, p. 114.

entretenaient avec les forces sociales en présence dont ils servaient les intérêts et les élites dont ils reflétaient les conflits internes.

Sans aller trop loin dans l'aperçu historique, pour ne pas déborder notre sujet, nous devrions nous efforcer d'expliquer, ne serait-ce que très brièvement, la nature du régime du parti unique (1923-46) en Turquie¹¹ et le passage au multipartisme. S. Huntington relève que le parti unique peut remplir deux types de fonction : soit maintenir et consolider la bifurcation, en limitant les forces de l'adversaire et en animant ainsi un système politique de type "exclusionnaire" (comme dans la Turquie kémaliste), soit procéder de façon autoritaire à la transformation complète de la société en cherchant à atteindre toutes les forces qui la composent et en prenant la direction d'un système politique de type "révolutionnaire" (comme dans le Ghana de Nkrumah)¹². Reprenant la typologie de Huntington, Özbudun estime qu'entre les deux catégories, il pourrait y avoir place - et c'est là qu'il situe le régime kémaliste - pour une catégorie de système politique "tutélaire" qui, comme les autres régimes autoritaires, limite la participation politique des groupes subordonnés¹³.

Il est vrai que sous Mustafa Kémal, le monopartisme n'a jamais été érigé en doctrine. Atatürk qui rêvait d'une "opposition constructive" destinée à agir comme aiguillon au sein du Parlement s'est efforcé plusieurs fois - mais pas avec assez de fermeté - de mettre fin au régime du parti unique en laissant former des partis concurrents, misant aussi sans doute sur l'incapacité de ceux-ci de prendre le pouvoir. Bien qu'ils aient été dissous après une existence de quelques mois, le "Parti Progressiste" (*Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*) créé en 1924 et le "Parti Libéral" (*Serbest Cumhuriyet Fırkası*) constitué en 1930¹⁴ annoncèrent néanmoins la possibilité de l'avènement du multipartisme.

¹¹ Sur le régime du parti unique on peut consulter Çetin Yetkin, *Türkiye'de tek parti yönetimi, 1930-1945*, Istanbul, Altın Kitaplar yayinevi, 1983 et surtout Mete Tunçay, *Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Parti Yönetimi'nin Kurulması (1923-1931)*, Ankara, Yurt yayinlari, 1981.

¹² S. Huntington, "Social and Institutional Dynamics of One-Party Systems", in S. Huntington et C. Moore, ed., *Authoritarian Politics in Modern Society*, New York, Basic Books, 1970, p. 15.

¹³ E. Özbudun, "The Nature of the Kemalist political regime", in A. Kazancigil et E. Özbudun, eds., *Atatürk, Founder of a Modern State*, London, C. Hurst, 1981, p. 95.

¹⁴ Pour ces deux partis voir notamment, Tarik Zafer Tunaya, *Türkiye'de siyasi partiler, 1859-1982*, Istanbul, Doğan Kardeş Yay, 1952, p. 606-635 ; Walter Weiker, *Political Tutelage and Democracy in Turkey (The Free Party and its Aftermath)*, Leiden, E. J. Brill, 1973, et Çetin Yetkin, *Serbest Cumhuriyet Fırkası Olayı*, Istanbul, Karacan yay., 1982. On peut consulter également les articles d'Ömür Sezgin et de Gencay Şaylan sur "Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası et de Tefik Çavdar sur "Serbest Firka" in *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, İletişim yay., 1985, Tome 8, p. 2043-2059.

Une interprétation "développementaliste" du passage au multipartisme en Turquie s'appuie sur le concept de "centre/périphérie"¹⁵ et réduit pratiquement la dynamique sociale à la dichotomie entre les élites bureaucratiques et les masses rurales. Dans ce clivage, le "centre" est formé par les intellectuels, la haute bureaucratie (*upper bureaucracy*) et les militaires, tandis que la "périphérie" comprend le reste de la société, c'est-à-dire les notables locaux et les classes inférieures (*lower classes*)¹⁶. Selon cette interprétation, le Parti Démocrate (P.D.)¹⁷ fondé en 1945 serait le représentant de la "périphérie" et le Parti Républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*) incarnerait le "centre". Une telle vision, sans être totalement inexacte - parce qu'elle éclaire un aspect important du système politique turc -, occulte les affrontements sociaux, les antagonismes de classes et le poids des facteurs internationaux - critique que l'on pourrait adresser à l'approche développementaliste dans son ensemble - et se révèle nettement insuffisante pour expliquer la nature du régime partisan de la période 1961-80 qui nous retient le plus ici.

En effet, toute interprétation qui, à côté de la dialectique "centre/périphérie" dont l'analyse est, répétons-le, nécessaire pour la compréhension de la société turque, ne soulignerait pas assez les facteurs socio-économiques, risquerait d'être gravement incomplète. Le P.D. naquit, en fait, dans un contexte de changement socio-économique profond. La "loi relative à l'impôt sur la fortune" instituée en 1942 pour des bénéficiaires de guerre et pour aplanir les difficultés budgétaires causées par la guerre et "la loi sur la réforme agraire" promulguée en 1945, mécontentèrent vivement les propriétaires terriens et la bourgeoisie commerçante. Celle-ci apparue avant et surtout pendant la deuxième guerre mondiale, commença à attaquer les entreprises économiques de l'Etat qui formaient des obstacles à la libre entreprise et revendiqua plus de débouchés pour ses capitaux que n'en offrait la politique étatiste.

A cette dynamique interne, s'ajoutèrent des facteurs extérieurs qui poussaient au changement, comme la déclaration de la Charte des Nations-Unies, la conférence de San Francisco et la victoire de la lutte des nations démocratiques contre les régimes autoritaires. D'autre part, la décision soviétique, en mars 1945, de ne pas renouveler le traité d'amitié et de non-agression qui liait les deux pays depuis 1925, inquiétait beaucoup les

¹⁵ Arnold Leder, "Party competition in Rural Turkey : Agent of Change or Defender of Traditional Rule ?", *Middle Eastern Studies*, vol. 15, n°1, janvier 1979, pp. 82-105.

¹⁶ *Ibid.*, p. 83.

¹⁷ Sur ce parti voir Cem Eroğul, *Demokrat Parti (Tarihi ve ideolojisi)*, Ankara, SBF yay., 1970 ; Tevfik Çavdar, "Demokrat Parti", dans *Cumhuriyet Dönemi ...*, *op.cit.*, p. 2060-2075 et Ilkay Sunar, "Demokrat Parti ve Popülizm", *Ibid.*, p. 2076-2086.

dirigeants d'Ankara elle leur fournit un autre prétexte pour se rapprocher de l'Occident.

LA PERIODE 1910-1981 ET LES TYPOLOGIES MULTIDIMENSIONNELLES

Dans son ouvrage pionnier sur "Les partis politiques", Duverger met l'accent sur leur étude en termes d'organisation. Les concepts de "partis de cadres" et de "partis de masse" sont le fondement de sa typologie de partis. La distinction ne repose pas sur la dimension ou le nombre des membres, il s'agit d'une différence de structure. Ainsi les partis de cadres, "ne visent pas (...) à grouper un nombre d'adhérents aussi élevé que possible, mais à réunir des notables : la qualité leur importe plus que la quantité. Ces notables sont recherchés soit à cause de leur prestige qui leur confère une influence morale, soit à cause de leur fortune qui leur permet d'aider à couvrir les frais des campagnes électorales"¹⁸. Quant au "parti de masses", "il cherche d'abord à faire l'Éducation politique (...), à dégager (...) une élite. Les adhérents sont donc la matière même du parti, les substances de son action"¹⁹.

L'étude des partis politiques turcs sous l'angle de leur organisation révèle certes la nature de l'environnement socio-politique dans lequel ils évoluent, mais ne fournit pas véritablement la clef d'analyse pour leur différenciation. De ce point de vue, la quasi-totalité d'entre eux s'apparentent aux partis de cadres. Ils cherchent à s'appuyer sur les notables et, en dépit des efforts consentis par le Parti républicain du peuple (P.R.P.) dans le sens inverse, dans les années 70, ils attachent peu d'importance à l'adhésion. Par ailleurs, analysant la composition sociale des organes exécutifs centraux de deux grands partis politiques, en l'occurrence le P.R.P. et le Parti de la justice (*Adalet Partisi*), pour la période 1961-1970, un observateur aboutit au résultat que 39 %, 42 % et 10 % des membres des dits organes du P.R.P. proviennent respectivement de la bureaucratie, des professions libérales et des milieux d'affaires contre 36 %, 36 %, et 19 % pour le P.J.²⁰. Dans deux autres études partielles, la première sur l'origine professionnelle des candidats aux élections de 1973, la seconde sur celle des élus de 1977, les auteurs constatent que les fonctionnaires, les gens de profession libérale, les commerçants / entrepreneurs constituent respectivement 57,4 %, 15,9 % et 10,9 % des candidats du Parti de la justice (P.J.) aux élections de 1973, 46 %, 33,5 % et 8 % des candidats du P.R.P. et 44,7 %, 10,2 % et 20,8 % de

¹⁸ M. Duverger, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1951, p. 85.

¹⁹ *Ibid.*, p. 84.

²⁰ Sabri Sayari, "Aspects of party organization in Turkey", *The Middle East journal*, printemps 1976, p. 192.

ceux du Parti du salut national (*Millî Selâmet Partisi*)²¹ et qu'en 1977, les avocats (la catégorie la mieux représentée au sein des professions libérales), les hommes d'affaires (commerçants, industriels entrepreneurs, etc.), et les ouvriers (y compris travailleurs agricoles représentent respectivement 28 %, 5,56 % et 1,12 % des candidats du P.R.P., 24 %, 13,56 % et 0,23 % des candidats du P.J. et 9,34 %, 19,33 % et 0,89 % de ceux du Parti du salut national (P.S.N.)²². Certes on peut remarquer le taux plus élevé de la représentation des milieux d'affaires au sein des organes dirigeants du P.J. de tendance libérale, parmi les candidats à la députation de ce même parti comme celui du P.S. N. de tendance islamiste, mais il n'y a pas de différence majeure entre ces partis du point de vue de l'origine sociale de leurs représentants. La seule exception sur ce plan fut le Parti Ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*) qui, dans sa structure et son idéologie, était proche des P.C. occidentaux léninistes, mais dont l'influence, mise à part la législature 1965-69, ne fut pas de grande portée, surtout sur le plan électoral.

Sans sous-estimer l'aspect de l'organisation, devrions-nous par conséquent nous retourner vers d'autres approches pour essayer de saisir le phénomène partisan turc dans sa complexité et sa nutation. La thèse classique de la dualité entre la droite et la gauche ne pouvant être retenue telle quelle comme fondement théorique d'une analyse rigoureuse, il importerait de se référer à la base sociale qui sous-tend le dualisme. Il n'est pas possible de ramener toutefois tous les partis à des causes qui touchent à l'infrastructure²³. On ne saurait par conséquent analyser les superstructures de la société, sauf à se confiner dans un économicisme stérile, sans se référer à une perspective théorique complémentaire.

Duverger, sans abandonner la dualité entre la droite et la gauche, recense par ailleurs une série d'oppositions qui peuvent se superposer : politiques (monarchistes contre républicains, etc.), sociales (ouvriers contre bourgeois, etc.), économiques (dirigistes contre libéraux), religieuses (cléricaux contre laïcs ou catholiques contre protestants), ethniques, diplomatiques (pro-soviétiques contre atlantistes) et même historiques (action des oppositions révolues). La thèse de la superposition des dualismes - ou ce qu'un auteur appelle "d'orthogonalité des dimensions conflictuelles bipolaires"²⁴ - présente une incontestable puissance analytique aucun multipartisme ne lui échappe. Elle peut aider à comprendre, dans une

²¹ Emin Çölaşan, *1973 seçimlerinde bürokrasi*, İstanbul, Milliyet yay., 1975, p. 25.

²² Artun Unsal, "origines professionnelles des élites politiques turques : les élus de 1977", in *Seha L. Meray' a armağan*, Ankara, SBF yay., 1982, Tome II, p. 660-663 et 664.

²³ Pour une analyse marxiste - au sens simpliste du terme - voir Muzaffer Sencer, *Türkiye'de siyasal partilerin sosyal temelleri*, İstanbul, Gençiş yay., 1971.

²⁴ Daniel-Louis Seiler, *Partis et familles politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p. 78.

certaine mesure, l'embrouillamini de la constellation partisane en Turquie, dans la période qui nous concerne. Elle demeure toutefois empirique sinon fondée sur une observation très immédiate des faits et ne s'avère pas tout à fait satisfaisante pour soustendre tout un cadre théorique d'analyse.

L'apport de Stein Rokkan fut de reprendre l'intuition de Duverger et sa perspective théorique dite du "conflit/intégration" pour la confronter au paradigme de Parsons et forger ainsi un cadre d'analyse permettant de rassembler tous les dualismes empiriquement dispersés en un système de quatre clivages fondamentaux. La théorie ainsi construite combine à la fois les visions historico-conflictuelles, du développement politique et fonctionnaliste. Elle évite judicieusement les écueils que rencontre l'application isolée de ces approches.

Dans la thèse rokkanienne de quatre clivages fondamentaux, deux d'entre eux sont des produits immédiats de ce que l'on pourrait appeler la révolution nationale : le conflit entre le centre, édificateur d'une culture nationale et la résistance croissante des populations assujetties et ethniquement, linguistiquement ou religieusement distinctes, en province et dans les périphéries ; le conflit entre l'État-nation, centralisateur, standardisateur et mobilisateur, et les privilèges corporatifs historiquement établis de l'Église. Deux autres de ces clivages sont des produits de la révolution industrielle : le conflit entre les intérêts ruraux et la classe montante des entrepreneurs industriels ; le conflit entre possédants et employeurs d'un côté et non-possédants, travailleurs et ouvriers de l'autre²⁵. La configuration actuelle des systèmes de partis s'expliquerait dès lors par l'interaction de tous ces clivages, par les formes et les intensités diverses qu'ils ont pu connaître d'une société à l'autre et par les circonstances différentes qu'ils ont pu rencontrer, çà et là, au cours de leur essor.

L'approche de Rokkan n'est pas certes exempte de critique. On peut lui reprocher notamment de ne pas expliquer l'origine des révolutions²⁶ (à l'exception de la révolution industrielle), de rester à un niveau statique, d'établir des correspondances et des corrélations sans pouvoir dégager les aspects dynamiques du phénomène, sans analyser la genèse des conflits ni les mécanismes qui ont déterminé leur traduction politique²⁷. Seiler tente d'y remédier en proposant une synthèse entre la vision marxiste des partis politiques et celle du paradigme des clivages, interprétation à laquelle nous adhérons²⁸.

²⁵ S. M. Lipset et S. Rokkan, "Cleavage structures, Party Systems and Voter Alignments", in S.M. Lipset, S. Rokkan, ed., *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967, p. 13-14.

²⁶ Seiler, *op. cit.*, p. 89.

²⁷ Badie, *op. cit.*, p. 127.

²⁸ Voir Seiler, *op. cit.*, pp. 108-130.

Certes, Duverger et surtout Rokkan ont élaboré leur paradigme à partir de l'expérience politique des pays du vieux continent qui ont accompli leur révolution industrielle et qui possèdent l'héritage historique et idéologique exprimé par la civilisation judeo-chrétienne, ce qui amène l'auteur d'une étude récente sur les partis et les familles politiques, profondément influencé par ces deux politologues, à exclure de son aire d'investigation une autre société industrielle pluraliste, à savoir le Japon²⁹ tandis que la Turquie n'est même pas mentionnée. Sans renier l'importance de ce facteur culturel - il suffit de rappeler par exemple que le conflit entre l'État et l'Église en Europe occidentale ne pourrait évidemment pas se poser dans les mêmes termes dans une société islamique – et le fait que la Turquie se situe à mi-chemin entre une société industrielle et agraire, on ne saurait sous-estimer l'expérience pluraliste de ce pays et certaines similitudes qui apparaissent entre le développement politique des sociétés européennes et la Turquie. Comme l'écrit B. Badie à propos de ce qui distingue et rapproche les sociétés occidentales et celles du Tiers-Monde en général : "La part de similitude garantit la possibilité de construire des modèles formels d'analyse dotés d'une véritable portée universelle, mais elle explique aussi la puissance de la tentation ethnocentrique encore très présente dans la science politique moderne"³⁰. Ajoutons pour notre part et en ce qui concerne la Turquie, que, si on réussissait à dresser un tableau théorique comparatif des clivages et des dynamiques de changement politique des sociétés du Tiers-Monde - ce qui n'est pas encore vraiment le cas -, les mêmes précautions s'imposeraient pour étudier ce pays dans ce cadre d'analyse, compte tenu de ses spécificités historiques, culturelles et sociales.

ESQUISSE D'ANALYSE DES PARTIS POLITIQUES TURCS DE LA PERIODE 1960-1981

Les années soixante et soixante-dix constituent une période charnière dans l'histoire de la République turque, se situant entre deux réactions politiques, deux interventions militaires. La première en 1960, contre le pouvoir du Parti démocrate, la seconde, en 1980, aussi importante que la première – quoique très différente – du point de vue du développement socio-économique et des institutions politico-juridiques.

En effet, au cours de cette période, on a assisté en Turquie, à une réorganisation des forces sociales, à des changements sociaux et politiques sans précédent : un taux élevé d'urbanisation, l'accroissement des parts de l'industrie et du secteur des services dans le produit national au détriment de

²⁹ *Ibid.*, p. 23.

³⁰ Badie, *op. cit.*, p. 143.

la part de l'agriculture, un taux de développement annuel de l'économie de 6 % en moyenne (jusqu'en 1971), une importante mobilité sociale, des communications facilitées par un grand réseau routier et le développement des mass-media, une vie intellectuelle relativement active, une presse libre. Le pays s'engageait parallèlement dans un processus accéléré de développement capitaliste. Malgré les survivances semi-féodales, les rapports de production capitalistes devenaient des rapports dominants ; l'industrialisation s'accompagnait dialectiquement de la croissance d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse et les masses laborieuses vivaient la période la plus libre, la plus démocratique de leur histoire grâce aussi et notamment à la Constitution de 1961 qui introduisait dans la vie politique, l'ensemble des libertés d'expression et d'organisation et, par ailleurs, établissait la séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire.

Le pluripartisme – on pourrait l'appeler le bipartisme – des années 1945-60 était loin d'assurer la représentation de toutes les idéologies et de toutes les catégories sociales du pays. Les partis, pour ainsi dire sans doctrines, étaient des rassemblements d'intérêts où chacun se sentait obligé de se prévaloir du kémalisme. Le P.R.P. et le P.D. qui furent les deux grands partis de l'époque, étaient, tant l'un que l'autre, des groupements de notables qui différaient plus par le genre de clientèle qu'ils recherchaient que par leur idéologie et leur programme. Les querelles de personnes qui semblent être un trait marquant de la culture politique turque, occupaient plus de place, dans la vie politique que les conflits d'opinion. Ainsi n'était-il pas étonnant de voir plusieurs membres d'un parti, parlementaires ou non, quitter leur parti et s'affilier au parti adverse. Ceci est d'ailleurs resté une constante de la vie politique turque, même dans les années 70.

Toutefois, la transformation socio-politique de la société turque, dont ils sont aussi, dans une certaine mesure, les auteurs, a amené les partis politiques à se définir sur le plan idéologique, à présenter des programmes moins ambigus que par le passé, s'efforçant de proposer des solutions concrètes aux problèmes du pays. On pourrait appeler le pluripartisme turc un pluripartisme modéré. A cause des restrictions institutionnelles³¹ et des raisons sociologiques, le multipartisme turc³² qui comportait une aile droite

³¹ La loi sur les partis politiques et le code pénal empêchent par exemple la constitution d'un parti communiste. Pour une approche institutionnelle et juridique des partis politiques turcs voir Erdoğan Teziç, *Siyasi Partiler, Partilerin hukukî rejimi ve Türkiye'de partiler*, İstanbul, Gerçek yay., 1976

³² Le multipartisme a été favorisé par le système électoral. Alors que le système électoral appliqué entre 1946 et 1960 était le scrutin de liste majoritaire à un tour au niveau départemental, qui favorisait le bipartisme, les élections de 1961 ont eu lieu selon le système d'Hondt. Mais la restriction faite dans l'application du système favorisait plutôt les grands partis. En effet, le désavantage pour les petits partis découlait du fait que leurs voix risquaient

très large était loin d'être aussi polarisé que ceux de la plupart des pays de l'Europe du Sud. A ce propos, il importe de manier avec une extrême prudence les notions comme celles de "polarisation" et surtout "d'institutionnalisation". Se référant à Huntington qui note qu'un système n'est efficace et viable que s'il est marqué par un degré élevé d'institutionnalisation³³ (dont les critères sont l'adaptabilité, la complexité, l'autonomie, la cohérence), un auteur constate que la tendance au bipartisme est très nette dans les régions d'un niveau élevé de développement et que par conséquent, – le vote en faveur de deux plus anciens partis à savoir le P.P.P. et le P.J. étant un indice d'institutionnalisation – la modernisation socio-économique en Turquie semble être corrélativement positive avec l'institutionnalisation du système politique³⁴. Or, l'institutionnalisation reste "un critère beaucoup trop général, beaucoup trop compréhensif et, en fait, beaucoup trop superficiel, pour mettre en évidence une dimension significative du développement ou de la décadence politique"³⁵ et la description que donne Huntington du système politique le plus développé, rappelle singulièrement les traits du système politique américain. Quant à la "polarisation", il conviendrait de souligner que, en dépit d'une certaine tendance dans ce sens, et si l'on se limite aux partis qui ont été représentés au Parlement, elle est essentiellement le produit du poids important et, en tout cas disproportionné par rapport à son influence électorale, qu'a pu gagner un parti "anti-système"³⁶ en l'occurrence le Parti de l'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*) protofasciste, d'une part en raison de l'arithmétique parlementaire qui rendait difficile la constitution des gouvernements s'appuyant sur un ou deux partis, d'autre part grâce à la protection dont il a bénéficié de la part du P.J. pour des raisons de stratégie politique. Quant aux deux autres partis que l'on qualifie trop souvent et

de ne pas être comptées si celles-ci ne dépassaient pas le coefficient "barrage" établi par la division du total des suffrages exprimés au nombre des sièges à pourvoir. Aux élections de 1965, on a institué le système de la représentation proportionnelle intégrale. On visait ainsi à assurer aux petits partis une représentation équitable au sein du Parlement. Le P.J., après son arrivée au pouvoir en 1965, s'efforça d'imposer le rétablissement de la loi électorale de 1961 et l'obtint. La Cour Constitutionnelle abolit cependant le "barrage" contraire au principe démocratique qui suppose la libre représentation de toutes les tendances. Néanmoins la suppression des restes nationaux fut maintenue. Selon le système d'avant 1980, on divisait d'abord le chiffre des suffrages exprimés en faveur de chaque liste successivement jusqu'à concurrence du nombre de sièges en lice, Ensuite on retenait les quotients dans l'ordre décroissant jusqu'à concurrence des sièges à pourvoir.

³³ *Political order in Changing Societies*, New Haven, Yale Univ. Press, 1968, p. 12.

³⁴ Ergun Özbudun, "Il sistema partitico turco : istituzionalizzazione, polarizzazione e frammentazione", *Rivista italiana di scienza politica*, Décembre 1978, p. 451-2.

³⁵ Badie, *op. cit.*, p. 67.

³⁶ S. Sayari estime pour sa part qu'il n'y avait pas de partis "anti-système" au Parlement. Cf. "The Turkish Party System in Transition", *Government and opposition*, Hiver 1978, p. 49.

parfois trop rapidement d'"extrémistes", force est de constater qu'ils n'ont pas agi comme des partis "anti-système", même si leurs projets implicites de société, - la "dictature du prolétariat" pour le Parti ouvrier de Turquie (P.O.T.), d'après 1968 et "la loi de la Charia" pour le Parti du salut national - s'avèrent en définitive, incompatibles avec une démocratie parlementaire.

Présentation des partis politiques selon l'axe droite / gauche

Dans une première étape nous classerons les partis politiques turcs selon l'axe "droite/gauche" – tout en étant conscient de l'ambiguïté qui entoure ce dualisme et de ses limites explicatives dans le discours scientifique –, en mettant l'accent sur leur genèse, leur base sociale, leur idéologie et leur influence électorale, pour tenter de les situer par la suite dans les schémas des clivages fondamentaux.

Les partis de droite

- Le Parti de la Justice

Fondé en 1961 pour prendre la relève du P.D. dissous après le coup d'État de 1960 et présidé depuis 1964 par S. Demirel, le P.J. resta seul au pouvoir de 1965 jusqu'au mémorandum du 12 mars 1971. Ce parti, qui, lors des élections de 1969, avait obtenu la majorité absolue avec 256 sièges mais qui était sorti très diminué des élections de 1973, avait récupéré, en 1977, une grande partie des voix qu'il avait perdues au bénéfice du Parti démocratique. Gagnant plus de deux millions de suffrages par rapport à 1973, il passait de 29,8 % à 36,9 des suffrages exprimés et obtenait 189 sièges à l'Assemblée Nationale.

Visant à créer dans le cadre d'un ordre économique et social reposant sur la famille, le droit successoral et la propriété privée, un Etat du bien-être, le P.J., un parti "attrape-tout", représentait essentiellement les intérêts de la bourgeoisie industrielle et financière mais avait également une grande audience dans les milieux ruraux. Sur le plan électoral, c'est dans les provinces situées sur le "Croissant fertile" (Nord-Ouest-Sud) que le P.J. était le mieux implanté. Les rapports de production où le degré de l'expropriation de la plus value agricole n'est pas très élevé, l'influence des notables locaux, le manque d'instruction des masses, le souvenir négatif du régime du parti unique, l'esprit pragmatique de l'électorat paysan, les satisfactions à court terme et les pressions dont étaient parfois l'objet les électeurs paysans,

peuvent être cités comme les facteurs principaux qui favorisaient le P.J. dans les campagnes où il trouvait ses supporters les plus fidèles³⁷.

- Le Parti de la Nouvelle Turquie

Le Parti de la liberté (*Hürriyet Partisi*) engendré par un groupe de députés libéraux du P.D. n'avait pas pu se développer. Il devenait le Parti de la nouvelle Turquie (*Yeni Türkiye Partisi*) en 1961, avec presque la même équipe d'anciens du P.D. ayant évidemment des ambitions sur la clientèle de ce dernier. Présidé par E. Alican, un économiste libéral, le Parti de la Nouvelle Turquie (P.N.T.) qui avait obtenu 14 % des suffrages exprimés, 27 sénateurs et 61 députés aux élections législatives de 1961, perdait à peu près la moitié de ses sièges au Parlement à la suite des scissions internes, avant de disparaître vers la fin des années 60.

Ce parti était avant tout opposé à l'étatisme, à la bureaucratie et, vantait les mérites de l'initiative et du capital privés. Il représentait essentiellement les intérêts de la bourgeoisie agraire. Aux élections de 1961, il avait trouvé un soutien dans les provinces de l'Est où règne un régime semi-féodal.

Le Parti de la Nation

Le Parti de la Nation (*Millet Partisi*) vit le jour en 1948 par la dissidence de certains éléments de droite religieuse. Dissout en 1953, en raison des activités antilaïques, le Parti de la Nation (P.N.) réapparut l'année suivante sous un nom presque identique ; le Parti républicain de la Nation (*Cumhuriyetçi Millet Partisi*). Par ailleurs, le Parti des Paysans (*Köylü Partisi*) qui fut aussi créé en 1952, par quelques anciens du P.D., s'unissait au Parti républicain de la Nation (P.R.N.) à la veille des élections de 1957, pour devenir le Parti Républicain Paysan de la Nation (*Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi*) regroupant principalement des éléments de l'extrême-droite d'humble origine, alors que les milieux aisés continuaient à soutenir le P.D.

En 1962, on assista à la résurrection du P.N. après la démission de plusieurs parlementaires du Parti Républicain Paysan de la Nation qui ne voulaient pas participer à une coalition avec le P.R.P. Ainsi, jusqu'en 1965, les deux cohabitèrent à l'Assemblée comme les deux ailes d'un même parti. Ils représentaient le courant ultraconservateur et nationaliste. La véritable

³⁷ Cf. Artun Unsal, *Parti ouvrier de Turquie*, thèse d'Etat non publiée, Université de Paris I, 1970, p. 473-478. Pour le Parti de la justice on peut consulter notre thèse de doctorat d'Etat non publiée, *Le Parti de la justice (sa genèse, son idéologie, son électorat)*, Université de Paris I, 1976 et l'article de Tevfik Çavdar, "Adalet partisi", in *Cumhuriyet dönemi ...*, *op. cit.*, p. 2089-2101.

scission entre eux n'est intervenue qu'en 1965, lorsque le colonel Türkeş a accédé à la présidence du P.R.P.N. Formation de faible audience, basée sur la popularité de son leader, Bölükbaşı le P.N. était présidé après le départ en retraite de ce dernier, en 1972, par C. Tural, ancien chef d'état-major des armées, qui tenta un virage mal défini à gauche, ce qui a provoqué la désagrégation du parti.

- Le Parti de l'Action Nationaliste

Le P.R.P.N. devint le Parti de l'Action Nationaliste (P.A.N.) en 1969³⁸. Formation d'extrême-droite, ce parti était dirigé par un groupe d'anciens officiers membres de la Junte écartés en 1960 à cause de leurs tendances autoritaires et dont le chef de file était l'ancien colonel Türkeş qui, dans sa jeunesse avait participé au mouvement pan-touranien. Le P.A.N. dont l'idéal était d'obtenir l'union avec les pays d'ethnie turque, s'est implanté au sein d'une partie de la jeunesse et a fait régner la terreur sur les milieux démocratiques grâce à son organisation de "commandos", les "loups gris" inspirés des S.A. hitlériens.

Pourvu d'un capital électoral assez faible mais en expansion (de 3 % des suffrages exprimés et 1 élu en 1969 à 6,4 % des suffrages exprimés et 16 élus en 1977), bénéficiant des faveurs d'une fraction notable des propriétaires fonciers du Centre-Est et de la bourgeoisie commerçante, recrutant la majeure partie de ses militants dans la jeunesse déracinée et désœuvrée, le P.A.N. a profité de ses multiples passages au gouvernement sous l'aile de Demirel après 1975, pour noyauter l'appareil d'Etat.

- Le Parti du Salut National

Fondé en 1972 pour prendre la relève du Parti de l'Ordre national (*Millî Nizam Partisi*) interdit en 1971 par la Cour Constitutionnelle en raison de ses activités antilaïques, le P.S.N. préconisait le retour au droit islamique. Il était dirigé par N. Erbakan, ancien président de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de Turquie, qui avait en vain essayé de se porter candidat sous les couleurs du P.J., lors des élections de 1969. Se heurtant au veto de Demirel, il avait dû se présenter comme "indépendant" dans le département de Konya et avait été élu avec une facilité surprenante grâce à l'appui des commerçants et industriels locaux. Les croyances religieuses, jusqu'alors exploitées par le P.J., ont été canalisées depuis 1973, par le

³⁸ Sur le P.A.N. voir Jacob M. Landau, "The Nationalist Action Party in Turkey", *Journal of Contemporary History*, vol. 17., n°4, 1982, p. 587-606, et Mehmet Ali Ağaoğulları, "Milliyetçi Hareket Partisi", *Cumhuriyet dönemi...*, op. cit., p. 2111-2119.

P.S.N. implanté solidement, en un temps record, dans tous les départements et qui se réclamait de la moyenne et de la petite bourgeoisie anatolienne menacées par le grand capital.

Le P.S.N. avait considérablement modifié la balance électorale en 1973 en s'appropriant une partie importante des voix du P.J. En 1977, même s'il reculait nettement, il continuait néanmoins à conserver sa position de "particlé" au Parlement. Le P.S.N. obtenait la très grande majorité de ses sièges dans les provinces de l'Est de l'Anatolie, comme en 1913³⁹.

- Le Parti Démocratique

Fondé par un groupe de dissidents du P.J., en décembre 1970, le Parti Démocratique (*Demokratik Parti*) s'efforçait de canaliser l'électorat de la moyenne et petite bourgeoisie anatolienne à laquelle se joignaient les grands propriétaires terriens. Ce parti qui était contre la réforme agraire et qualifiait le coopérativisme de "pratique collectiviste" avait obtenu le soutien actif des anciens dirigeants du Parti démocrate. Pour le Parti démocratique qui avait déjà perdu en 1975 la moitié de ses élus revenus à leur formation d'origine, les élections de 1977 se soldaient par un désastre. Passant de 11,9 % des voix et 45 députés en 1973, à 1,8 % des voix et 1 député en 1977, il a fini par fusionner avec le P.J.

- Le Parti républicain de la confiance

Le Parti républicain de la confiance (*Cumhuriyetçi Güven Partisi*) était une formation constituée par la fusion, en 1973, d'un premier groupe de dissidents du P.R.P. qui, s'opposant à la ligne centre-gauche adoptée par celui-ci, avaient fondé en 1967, sous la présidence de T. Feyzioğlu, le Parti de la confiance (*Güven Partisi*) et d'un second groupe de dissidents du même parti qui fondèrent le Parti républicain (*Cumhuriyetçi Parti*). Partenaire le plus loyal du P.J. dans les divers gouvernements de coalition, il obtenait seulement trois sièges en 1977 et risquait de disparaître de la scène politique.

³⁹ Sur ce parti voir deux approches différentes : celle en fonction de la modernisation, Ali Yaşar Sarıbay, *Türkiye'de modernleşme, din ve parti politikası, "MSP örnek olayı"*, Istanbul, Alan Yayıncılık, 1985 et celle par rapport aux classes sociales, Mehmet Ali Ağaoğulları "Pour une analyse de l'idéologie religieuse du Parti du salut national" in *Prof. Fehmi Yavuz'a armağan*, Ankara, AUSBFY, 1983, p. 401-427.

Les partis de gauche

- Le Parti républicain du peuple

La plus ancienne formation politique du pays, fondée en 1923⁴⁰ par Kemal qui fut son président jusqu'à sa mort en 1938, parti unique jusqu'en 1946, présidé sans interruption par İnönü pendant trente-cinq ans, le P.R.P. changea de chef et de ligne en 1972, pour adopter une politique social-démocrate sous la direction d'Ecevit.

Depuis les élections de 1973 surtout, le P.R.P. ralliait des courants très divers : intellectuels, petits artisans et commerçants, petits exploitants agricoles et paysans sans terre et même certains industriels effarés par les projets d'industrialisation à outrance. Quant à la classe ouvrière, ses voix se sont réunies également en 1977 comme en 1973, autour du programme réformiste du P.R.P. Ce fait semble confirmé par la très forte augmentation des suffrages accordés au P.R.P. - en 1973 et surtout en 1977 - dans les quartiers populaires des grandes villes industrialisées. Les prises de positions des syndicats progressistes et de la centrale syndicale D.I.S.K., de tendance socialiste, entre autres, sont pour beaucoup dans ce report de voix. La performance du P.R.P. aux élections de 1977 était remarquable : par rapport aux élections de 1973, il recueillait 2,5 millions de votes supplémentaires passant de 33,3 à 41,4 % des suffrages exprimés. A l'Assemblée Nationale, il augmentait ses sièges de 185 (189 en fin de législature) à 213.

- Le Parti de l'Union de Turquie

Le Parti de l'Union de Turquie (*Türkiye Birlik Partisi*) voulait être le porte-parole politique de la communauté minoritaire des Alevi très nombreux surtout dans les départements de l'Est. Ayant obtenu 2,8% des suffrages lors des élections de 1969, il se réclamait en 1973 de la gauche démocratique et se plaçait par son programme à la gauche de tous les partis y compris le P.R.P."bourgeois". Il était sorti très affaibli des élections de 1977.

- Le parti ouvrier de Turquie

Fondé en 1961 par douze syndicalistes appartenant à l'aile gauche de Türk-İş, l'unique confédération ouvrière d'alors, englobant diverses tendances de la gauche socialiste au départ, marxiste-léniniste dans les années 70, sans

⁴⁰ Sur le P.R.P. voir les articles de Mete Tunçay, Tevfik Çavdar et Sina Akşin dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, op. cit., p.2019.*

pouvoir le déclarer, le P.O.T. était situé à l'extrême-gauche de l'échiquier politique turc, tout parti communiste étant interdit. Aux élections de 1965, ce parti avait obtenu une représentation de quinze députés⁴¹. Affaibli par la répression et ses dissidences internes, assailli à la fois par la droite et une partie de la gauche, dissout en 1971 par la Cour Constitutionnelle "pour avoir favorisé des menées séparatistes" le P.O.T. a été reconstitué et a participé aux élections de 1977 dans seulement quinze départements sur soixante-sept. Il n'a pu recueillir que 0,1 % des voix.

Essai d'interprétation des partis selon les clivages

Duverger, nous l'avons dit, avait fait un inventaire systématique des dualismes à partir des catégories fondées sur les secteurs classiques de la vie en société : oppositions proprement politiques, c'est-à-dire touchant à la forme et à la structure du gouvernement, oppositions sociales-économiques, religieuses, ethniques et nationales, diplomatiques et enfin historiques. En appliquant ce schéma au cas turc, on pourrait suggérer la superposition de quatre clivages principaux : le clivage droite-gauche, le clivage laïcs - anti-laïcs ; le clivage entre les partis pro-système et les partis à mi-chemin ou anti-système ; le clivage ethnique-confessionnel.

Le clivage droite-gauche suit l'axe que nous avons décrit ci-dessus : il s'était manifesté avec la plus grande vigueur dans la dernière moitié des années 1970 et notamment au moment de la formation du gouvernement de coalition baptisé par ses auteurs "front nationaliste" et englobant le Parti de la Justice, le Parti du Salut national, le Parti de l'Action nationaliste et pour un temps limité le Parti républicain de la confiance (P.R.C.) avec l'appui d'autres formations de droite.

Le clivage laïcs / anti-laïcs semble s'estomper, du moins au niveau partisan, sans toutefois complètement s'évanouir. Dans les années soixante-dix, alors que le P.J. et le P.A.N. utilisaient l'islam uniquement pour ce donner une image religieuse et pour procurer à leur idéologie, à leurs propagandes une couleur islamique, le P.S.N. était le seul à placer la religion au centre de son discours idéologique. Tout en s'efforçant d'adapter l'islam aux nouvelles exigences de l'époque - ce qui a amené Serif Mardin à avancer qu'il a opéré une sorte de "synthèse satisfaisante avec la modernisation"⁴² - le P.S.N. n'en gardait pas moins une ligne orthodoxe de la religion, une certaine rigidité dans ses références à l'islam. Toutefois, l'islamisme prôné par le

⁴¹ Pour le P.O.T. voir Artun Unsal, *Parti ouvrier de Turquie, op. cit.*, et Murat Belge, "Türkiye İşçi Partisi", *Cumhuriyet Dönemi, op. cit.*, p. 2043-2059.

⁴² Ş. Mardin, "La religion dans la Turquie moderne", *Revue internationale de sciences sociales*, 1977 (2) p. 311.

P.S.N. ne correspond pas exactement à la religion musulmane vécue par la grande majorité des masses populaires. Comme le note un auteur⁴³, celles-ci, bien qu'elles soient profondément attachées à leur foi et qu'elles vivent l'islam comme partie intégrante de leur identité individuelle, n'aspirent pas à un système socio-politique régi par des lois coraniques. Enfin, le pluralisme réduit considérablement le champ d'influence et de rayonnement de l'idéologie religieuse. C'est dire que, contrairement à certains pays musulmans actuels – par exemple, l'Iran –, "l'islam n'a pas la possibilité de s'ériger en force centripète"⁴⁴ en Turquie. Un des indices importants de l'atténuation de ce clivage est le rapprochement opéré, en 1974, entre le P.R.P. qui représente traditionnellement la défense du laïcisme et le P.S.N., rapprochement soldé par un demi-échec et que l'on a qualifié de "compromis historique".

Le troisième clivage oppose les partis pro-système – le P.J. et essentiellement le P.R.P. – aux partis anti-système – le P.A.N. – ou ceux que l'on pourrait situer, en empruntant un vocable à Sartori, comme étant à "mi-chemin", c'est-à-dire le P.S.N. et le P.O.T. (voir supra). Cette vision nécessite cependant d'être nuancée dans la mesure où le P.J. de S. Demirel a délibérément mené, surtout après 1973, une politique plus proche de l'extrême-droite que du centre⁴⁵, ce qui a fait gagner une incontestable légitimité au P.A.N. et a accentué la crise du système politique qui a mené au coup d'Etat militaire de septembre 1980.

Le dernier clivage est plus difficile à saisir et à cerner. Il recoupe dans une certaine mesure le clivage gauche-droite. Souvent latent, parfois flagrant et susceptible d'alimenter la violence la plus meurtrière, comme l'ont montré entre autres les événements de Kahramanmaraş et de Malatya, il se manifeste d'abord comme un clivage entre sunnites et alevi, exploité par le P.A.N. La "stratégie de la tension" mise en œuvre par les proto-fascistes visait à mener le pays au bord de la guerre civile, en valorisant l'option turco-sunnite face aux particularismes kurde et alevi, rendant inévitable une intervention militaire que le P.A.N. pouvait espérer contrôler ou influencer. Sur le plan électoral, bien que le vote des communautés kurdes et alevi soit malaisé à circonscrire⁴⁶, il semble que ces dernières, après l'échec du P.U.T. qui s'efforçait de canaliser le vote alevi aient fait, surtout aux élections de

⁴³ Mehmet Ali Ağaoğullari, *L'Islam dans la vie politique de la Turquie*, Thèse, Université de Paris I, 1979, p. 387.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 389.

⁴⁵ Cf. S. Sayari, "The Turkish Party System ...", *art. cit.*, p. 50 ; E. Üzbudun, "Il sistema partitico turco ...", *art. cit.*, p. 447.

⁴⁶ Cf. Jean-François Bayart, "La question Alevi dans la Turquie moderne", in Olivier Carré (dir.) *L'Islam et l'Etat*, Paris, PUF, 1981, p. 114.

1973 et de 1977, dans leur grande majorité, un choix en faveur de la "démocratie élargie" préconisée par le P.R.P.

A ces quatre clivages, on pourrait ajouter un cinquième de moindre importance et qui a une dimension diplomatique (pro-soviétiques contre atlantistes ou orientaux contre occidentaux). Il est, en Turquie trichotomique voire tetrachotomique et oppose les occidentaux (le P.R.P., le P.R.C. et essentiellement le P.J.), les "orientaux" (le P.O.T. pro-soviétique ou le Parti Ouvrier Paysan de Turquie – *Türkiye İşçi Köylü Partisi* – pro-chinois, légal mais non représenté au Parlement et que nous avons du délaissier ici, les pro-soviétiques et les pro-chinois s'opposant à leur tour entre eux) et les pro-arabo-islamistes (le P.S.N.).

Dans le paradigme de Lipset et Rokkan, la révolution nationale et la révolution industrielle qui ont transformé l'histoire européenne, se traduisent suivant deux axes conflictuels - deux clivages en résultent respectivement : Eglise/Etat et centre/périphérie pour la première, possédants / travailleurs et urbain/rural pour la seconde⁴⁷. A chaque versant de chaque clivage correspondra une famille de partis, donc en fait une combinatoire de huit groupes possibles, soient partis bourgeois et partis ouvriers pour le clivage possédants/travailleurs, partis centralistes et partis populistes pour le clivage centre/périphérie, partis démocrates-chrétiens et partis anti-cléricaux pour le clivage Eglise / Etat et partis agrariens (le versant "urbain" n'a pas donné vie à une famille spécifique de partis politiques en Occident) pour le clivage rural / urbain.

Sans revêtir exactement les mêmes formes que dans les sociétés occidentales pour des raisons évidentes que nous avons soulignées dans les deux premières parties de notre article, certains partis politiques turcs se rapprochent des catégories mises sur pied par Rokkan et systématisées par Seiler⁴⁸. Ainsi, avec son projet politique libéral, sa base sociale et sa vocation électorale "attrape-tout", le Parti de la Justice était un parti bourgeois issu du clivage possédants/travailleurs, dont les alliés étaient le Parti Démocratique et le Parti de l'Action Nationaliste que l'on pourrait qualifier de "cas déviant" de parti bourgeois (Seiler range ce dernier type de partis dans un groupe qu'il nomme "bestiaire du conservatisme"). Parti de classe, le Parti Ouvrier de Turquie, et de type social-démocrate, n'ayant jamais été imprégné de marxisme, contrairement aux partis sociaux-démocrates, socialistes et a fortiori communistes de l'Europe occidentale, le Parti républicain du Peuple des années soixante-dix s'apparentaient tous deux aux partis se situant sur l'autre versant du même clivage.

⁴⁷ Lipset et Rokkan, *op. cit.*, p. 14.

⁴⁸ Seiler, *op. cit.*, p. 128-129.

Avec son projet national unanimitaire, le P.R.P., dans la période du parti unique et des années 50, se situait dans la catégorie des partis centralistes, issu du clivage centre/périphérie, abandonnant cette place plus tard, au Parti républicain de la confiance, mais conservant, malgré sa mutation dans les années 70, une forte empreinte centraliste. Comme tous les partis centralistes, le P.R.P. jouissait d'un soutien électoral très important dans la zone géographique qui peut être définie comme métropole ou centre (triangle Ankara, Istanbul, Izmir). En fait, tous les partis politiques turcs de la période 1961-1980, se situaient à des degrés divers, au "centre", à l'exception du Parti de l'Union, un parti périphérique et dans une certaine mesure, du Parti Ouvrier de Turquie, ce dernier ayant implicitement reconnu, au cours de l'un de ses derniers congrès, "l'existence du peuple kurde" ce qui lui valut plus tard son interdiction. Il convient probablement de penser la situation autoritaire turque en termes de rapport souvent conflictuel de l'Etat à la société, mais si l'on juge en termes rokkaniens, la mobilisation de la périphérie y est toute récente et confuse, les pesanteurs centralisatrices trop fortes et intolérantes, pour qu'il y ait une expression partisane soutenue à ce niveau.

Enfin, parti de défense religieuse, moins interclassiste que ses pairs occidentaux, le P.S.N. présentait des caractères semblables à ceux du Parti national religieux⁴⁹ en Israël et des démocrates-chrétiens, issus du clivage Eglise/Etat en Occident, tout en étant, bien évidemment, très différents d'eux dans son essence et sa philosophie. Cette différence tient avant tout au fait que le corps religieux en Turquie, depuis notamment la dépossession de ses biens, au cours des premières années de la République, n'a pas, contrairement aux pays occidentaux, ni même à l'Iran voisin, sa propre hiérarchie ou son autonomie par rapport à l'Etat laïc.

Dans un pays comme la Turquie dont la structure socio-économique accuse un retard qui la situe à la limite du monde occidental et du Tiers-Monde, où la participation des militaires au pouvoir est banalisée, y compris depuis le passage au multipartisme, les partis politiques ne sont pas les seuls à structurer le champ politique ; ils ont un rôle de médiation certes pas exclusif, mais important. Ce bref article avait pour objectif de tenter de les situer par rapport aux clivages structuraux et aux antagonismes de classe. L'application au cas turc des modèles et paradigmes forgés essentiellement

⁴⁹ Voir le parallélisme établi entre les deux partis par E. Özbudun, "Il sistema partitico ...", *art. cit.*, p. 446.

pour l'analyse des systèmes partisans occidentaux n'est pas dépourvue de tout intérêt, même si les limites de leur validité apparaissent rapidement.

Comme on le sait, à la fin de l'année 1981, un an après la prise du pouvoir par l'armée, les partis politiques ont été interdits alors que jusque là leurs activités étaient suspendues. En empruntant certains éléments à l'analyse que fait S. Roman⁵⁰ de l'Italie contemporaine, on pourrait avancer que la Turquie passe d'une "solution conflictuelle" qui consiste à laisser les forces opposées, sociales ou politiques, jouer plus ou moins librement leur jeu, à la "solution institutionnelle" qui fait de l'État le représentant essentiel de la communauté nationale, ce qui implique un rôle renforcé de l'exécutif et la minimisation du rôle du Parlement et des partis. Cette solution impose en quelque sorte l'intégration sociale et nationale d'en haut par la coercition et l'autoritarisme.

La nouvelle loi sur les partis politiques porte l'empreinte de la philosophie exclusionnaire des militaires. L'interdiction pour les partis politiques d'établir des relations d'ordre politique avec les associations, les coopératives ou organisations professionnelles et d'en recevoir des fonds, vise avant tout les partis de gauche. La suppression des branches "jeunesse" et "féminine", l'interdiction aux jeunes ayant moins de vingt et un ans de s'affilier à un parti, l'impossibilité pour les étudiants ainsi que les enseignants universitaires d'en devenir membres, le relèvement de quinze à trente-quatre du nombre des départements dans lesquels les partis devront s'être organisés pour pouvoir se présenter aux élections législatives, auront pour effet d'une part de supprimer les petits partis politiques, d'autre part de réduire la participation politique en dépit de l'autorisation accordée aux partis de créer des organisations à l'échelon des quartiers et des villages comme avant 1960. La nouvelle loi électorale vient renforcer ces dispositions afin d'assurer la "stabilité" politique recherchée.

Parallèlement, le pouvoir militaire mettait en place un tripartisme contrôlé et coercitif. Le premier de ces partis, le Parti de la démocratie nationaliste (*Milliyetçi Demokrasi Partisi*) de l'ancien militaire T. Sunalp, une sorte de "parti de l'État", dont les cadres sont issus à la fois de l'armée et de la haute bureaucratie civile, et rappelant dans son idéologie le Parti républicain de la confiance de T. Feyzioğlu, était appelé à assurer sur le plan partisan la continuité du contrôle militaire. Le Parti populiste présidé au début par N. Calp, auquel on accordait le droit de remplir sa fonction de parti d'opposition dans des limites soigneusement tracées par les militaires, rappelle, quant à lui, dans sa conception du "progressisme", le P.R.P. des années 1940. Enfin, le plus "civil" des trois, le Parti de la Mère-Patrie (*Anavatan Partisi*) dirigé par T. Özal, l'artisan de la politique économique des années 1980-1982, était envisagé par les militaires comme devant devenir le deuxième parti de

⁵⁰ *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1977.

l'échiquier politique, derrière le P.D.N., de manière à se charger éventuellement de l'économie (commerce, finances, industrie) dans un gouvernement de coalition. Les calculs furent infirmés par le scrutin : le corps électoral se regroupa aux élections de novembre 1983 autour des deux principales tendances sociologiques qui caractérisent la vie politique turque depuis 1950. D'une part, un courant abritant plusieurs tendances idéologiques (libérale, islamisante, nationaliste), incarné auparavant par le P.D. et le P.J., ayant créé des réseaux clientélares puissants aussi bien dans les villes que dans les régions rurales et dont le Parti de la Mère-Patrie revendique implicitement l'héritage. D'autre part, un mouvement incarné jusqu'en 1980 par le P.R.P. qui avait commencé à partir des années 1965-1966 à reposer la question cruciale du rapport de l'Etat à la société, mais pas avec assez de vigueur et avec une politique mal définie née d'un malaise par rapport aux exigences et aux revendications des forces sociales qu'il était censées représenter. Mais sa représentation politique se trouvait faussée en 1983 par une série de freins et d'interdictions constitutionnels et déviée de son cours naturel par une équipe dirigeante plutôt loyale au pouvoir militaire. Ces derniers facteurs ainsi que les propres intérêts de la classe politique nouvelle et ancienne, expliquent la réapparition de nouveaux partis aussi bien à droite qu'à gauche, à partir de 1983. C'est dire aussi la tenacité des conflits et des clivages idéologiques, politiques et sociétaux. C'est dire enfin, malgré leur instabilité, l'irréductibilité des partis politiques qui sont les porte-paroles de ces clivages dans une nouvelle conjoncture qui donnera inéluctablement au système partisan une configuration nouvelle, portant toutefois très fortement les empreintes de celui que nous nous sommes proposé d'étudier.